agenzia fides
Fondata nel 1927
Organo di informazione delle Pontificie Opere Missionarie
http://www.fides.org

ASIE / SRI LANKA - « DANS LA SITUATION CRITIQUE DU SRI LANKA L'EGLISE TENTE UNE MEDIATION POUR QUE LA TENSION NE DEVIENNE PAS VIOLENCE » DECLARE A L'AGENCE FIDES LE PRESIDENT DE LA CONFERENCE EPISCOPALE

Colombo (Agence Fides) – L'Eglise catholique du Sri Lanka s'efforce de servir de pont entre les partis politiques qui s'affrontent. C'est ce qu'a déclaré à l'Agence Fides Mgr Oswald Gomis, Archevêque de Colombo et Président de la Conférence Episcopale du Sri Lanka. « Nous cherchons à construire un pont entre les deux groupes politiques qui s'opposent. Nous participons aux rencontres, nous espérons pouvoir parvenir à apporter une contribution qui permettent une médiation » a expliqué Mgr Gomis commentant la situation difficile qui connaît le Pays traversé par un conflit institutionnel entre la Présidente Chandirka Kumaratunga et le Premier Ministre Ranil Wikramasinghe. « En ce moment critique, les gens sont préoccupés, mais il n'y a pas d'explosions de violence. Les communautés chrétiennes, en outre, prient pour que le Pays ait un avenir de paix. Je ne peux dire que je suis optimiste, mais nous ferons le possible pour ramener un climat de sérénité.

Tandis que le Premier Ministre est en visite aux Etats-Unis, la Présidente, utilisant les pouvoirs qui lui sont conférés par la Constitution, a demandé la démission des Ministres de la Défense, de l'Intérieur et des Communication, en s'attribuant à elle-même ces fonctions. Elle a aussi suspendu le Parlement pour deux semaines et déclaré l'état d'urgence, en expliquant son geste par la nécessité d'assurer la sécurité et la stabilité dans le Pays, et pour ne pas faire des concessions erronées aux rebelles Tamils. Le Sri Lanka a été dévasté depuis 1985 par une guerre civile entre l'armée régulière et le Front du « Liberation Tiger of Tamil Eelam » (LTTE) ; elle a été interrompue par un cessez-le-feu signé le 22 février 2002, suivie de plusieurs sessions de négociations de paix.

Les négociations étaient dans une impasse depuis plusieurs mois, mais, ces jours derniers, les rebelles Tamils ont présenté un plan global pour la solution du conflit, qui prévoit l'institution d'une autorité gouvernementale « ad intérim » dans les régions du Nord de l'île contrôlées par les rebelles. D'après ce plan, l'autorité aurait le pouvoir de décider des impôts, de maintenir l'ordre, de contrôler le commerce avec l'étranger, dans un cadre de système fédéral. Les Tamils ont demandé à la Norvège, qui sert de médiateur dans le conflit, d'organiser des rencontres pour discuter de ce plan, et cela avait été accepté par des représentants du gouvernement et des diplomates comme une nouvelle espérance de paix pour le Sri Lanka.

Des Ministres du gouvernement de M. Wikramasinghe ont rencontré des dirigeants Tamils en montrant leur disponibilité. Mais ce geste a été interprété par la Présidente Mme Kumaratunga comme une concession trop grande à la guérilla, et comme une volonté du parti du Premier Ministre de modifier la Constitution de l'Etat. Le Premier Ministre, de son côté, a accusé la Présidente de mettre le chaos et l'anarchie dans le Pays.

Le Pays subit les conséquences politiques d'une cohabitation difficile entre un Président qui appartient au « Sri Lanka Freedom Party » et un Premier Ministre qui dirige un autre parti le « United National Front », qui a une faible majorité au Parlement. Dans ce climat d'incertitude politique, les observateurs voient le danger d'une dissolution du Parlement, ce qui fait partie des pouvoirs de la Présidence, et d'élections anticipées, ce qui serait la troisième fois en quatre ans. (P.A.)

(Agence Fides, 5 novembre 2003, 45 lignes, 582 mots)

I contenuti del sito sono pubblicati sotto Licenza Creative Common - http://creativecommons.org/licenses/by/3.0/deed.it